

LA DETTE DE

**5 000**  
**MILLIARDS**

D'EUROS ENVERS  
LES PLUS PAUVRES

**50** ANS  
DE PROMESSES  
NON-TENUES



**OXFAM**

# SOMMAIRE

## 1 INTRODUCTION

## 2 AIDE INTERNATIONALE : TRANSFORMER ET SAUVER DES VIES

## 3 LES PROMESSES NON TENUES : LA DETTE DE 5 000 MILLIARDS D'EUROS ENVERS LES PAYS LES PLUS PAUVRES

## 4 L'AVENIR DE L'AIDE INTERNATIONALE



Manifestation de mouvements féministes en République dominicaine pour la défense des droits à la santé sexuelle et reproductive, Saint-Domingue  
© Lorena Espinoza/Oxfam

© Oxfam International octobre 2020

Le présent document a été rédigé par Emma Seery, Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur aide dans le cadre de l'élaboration de cette note : Saratu Abiola, Jaime Atienza, Anne-Catherine Bajard, Héléne Botreau, Hannah Brejnholt, Giorgia Ceccarelli, Marc Cohen, Nathan Coplin, Amy Dodd, Ellen Ehmke, Lola Gouiffes, Aurore Guieu, Robin Guittard, Julia Heres Garcia, Louis-Nicolas Jandeaux, Duncan Knox, Jeroen Kwakkenbos, Stephen MacFeely, Iñigo Macías, Eleanor Maeresera, Jale Samuwai, Julie Seghers et Jo Spratt. La présente note fait partie d'une série de documents rédigés dans le but d'informer le débat public sur questions liées aux politiques de développement et d'aide humanitaire.

Pour plus d'informations sur les sujets traités dans ce document, veuillez nous contacter à l'adresse [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

La présente publication est protégée par des droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé gratuitement pour les activités de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche, sous réserve d'une mention complète de la source. Le détenteur des droits d'auteur demande à ce que toute utilisation de ce genre lui soit notifiée à des fins d'évaluation de l'impact. Toute personne souhaitant effectuer une copie dans toute autre circonstance, ou à des fins de réutilisation dans d'autres publications, de traduction ou d'adaptation, devra en demander l'autorisation et s'acquitter de frais éventuels. E-mail : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans cette publication sont correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International avec

ISBN: 978-1-78748-675-1 in octobre 2020.

DOI: 10.21201/2020.6737

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Design graphic sur logiciel libres : Figures Libres / Sandrine Ripoll et Maud Boyer

# 50 ANS

**CETTE ANNÉE MARQUE UN CHAPITRE HISTORIQUE DANS L'HISTOIRE DE L'AIDE INTERNATIONALE. LE 24 OCTOBRE 2020, CELA FERA 50 ANS QUE LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ SE SONT ENGAGÉS À INVESTIR 0,7 % DE LEUR REVENU NATIONAL BRUT (RNB) DANS L'AIDE AUX PAYS À REVENU FAIBLE ET INTERMÉDIAIRE.**

**LE PRÉSENT DOCUMENT ANALYSE LA FAÇON DONT L'AIDE INTERNATIONALE A CONTRIBUÉ À AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE DES PERSONNES VIVANT DANS DES PAYS À REVENU FAIBLE ET INTERMÉDIAIRE. IL ABORDE AUSSI LA MANIÈRE DONT LE FAIT QUE LES DONATEURS N'AIENT PAS TENU LEURS PROMESSES RELATIVES À L'OBJECTIF DE 0,7 % A RESTREINT LE POTENTIEL DE L'AIDE À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS. OXFAM A CALCULÉ QUE, DEPUIS LA FORMULATION DE LA PROMESSE D'INVESTIR 0,7 % IL Y A 50 ANS, LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ N'ONT PAS FOURNI UN MONTANT TOTAL DE 5000 MILLIARDS D'EUROS EN AIDE. ENFIN, CETTE NOTE D'INFORMATION SE PENCHE SUR L'AVENIR DE L'AIDE INTERNATIONALE.**



**1970**

Résolution des Nations unies par laquelle les pays les plus riches s'engagent à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) au développement du Sud.

**1970'S**

Suède, Pays-Bas, Norvège et Le Danemark atteignent l'objectif de 0,7 %. Les Pays-Bas abandonneront l'objectif en 2012.

**1992**

Au Sommet de la Terre de Rio, les pays riches réitèrent leur engagement de 0,7 %.

**2000**

Adoption du Millénaire des Nations unies Des objectifs de développement qui fixent les objectifs de développement pour 2015.

**2000**

Le Luxembourg atteint l'objectif de 0,7 %.

**2005**

Après la mobilisation de la campagne "Make Poverty History", le Royaume-Uni organise le sommet du G8 à Gleneagles, où l'on s'accorde sur l'annulation de la dette et la mobilisation de milliards de dollars d'aide.

**2013**

Le Royaume-Uni atteint l'objectif de 0,7 %.

**2015**

Adoption des Objectifs de développement durable et l'Agenda 2030.

**2020**

50 ans après l'adoption de l'objectif de 0,7 %.

# INTRODUCTION

Cette année marque un chapitre historique dans l'histoire de l'aide internationale. Le 24 octobre 2020, cela fera 50 ans que les pays riches se sont engagés à investir 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) dans l'aide à des pays à revenu faible et intermédiaire.

L'aide internationale constitue un instrument essentiel de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. En outre, il s'agit de l'unique politique des pays riches qui accorde la priorité aux personnes du monde entier vivant dans la pauvreté. **L'aide internationale représente également une forme de redistribution des richesses, cette redistribution constitue un impératif moral dans sur une planète où les inégalités mondiales ont atteint des niveaux extrêmes<sup>1</sup>**, en grande partie en raison de l'exploitation passée et actuelle de nombreux pays par une poignée de nations riches<sup>2</sup>. En outre, l'aide internationale est l'une des seules façons de transférer des fonds supplémentaires vers les budgets de pays à revenu faible et intermédiaire, dans lesquels il est essentiel de stimuler les investissements dans les biens publics et les dépenses sociales. Sept pays de l'Afrique subsaharienne, par exemple, financent leurs programmes de protection sociale par l'intermédiaire de l'aide internationale uniquement<sup>3</sup>.

Pourtant, au fil des décennies, les pays à revenu élevé ont à maintes reprises omis de respecter les délais ainsi que leurs promesses d'aide. **Selon les calculs d'Oxfam, au cours des 50 ans écoulés depuis la formulation de la promesse de 0,7 %, les pays donateurs n'ont pas fourni le montant de 5 000 milliards d'euros que l'aide aurait dû représenter<sup>4</sup>**. Essentiellement, cette insuffisance signifie que les nations les plus riches du monde ont contracté une dette de 5 000 milliards d'euros envers les personnes les plus pauvres de la planète. Ce chiffre est neuf fois supérieur à l'encours de dette extérieure de l'Afrique subsaharienne fin 2019 (625 milliards de dollars)<sup>5</sup>. Pour le développement humain<sup>6</sup> perdu en raison de l'inaction des pays donateurs, il existe aussi une dette morale incommensurable.

Ces milliers de milliards d'aide non acquittés auraient pu aider à mettre un terme à la famine et à l'extrême pauvreté. Par exemple, un montant de 4 800 milliards de dollars en dépenses prévues serait nécessaire sur la période 2019-2030 pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies<sup>7</sup> dans les 59 pays avec le revenu le plus faible du monde<sup>8</sup>. On estime qu'il manque 3 900 milliards de dollars de financements sur la période 2016-2030 pour atteindre l'ODD en matière de santé<sup>9</sup>.

Au lieu de cela, il reste, encore aujourd'hui, beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre cet objectif. Avant la pandémie de coronavirus, presque 3,3 milliards de personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté de moins de 5,50 dollars par jour<sup>10</sup>. Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire chronique n'a cessé de croître depuis 2015. Environ 2 milliards de personnes ne disposent pas d'un accès régulier à une nourriture sûre, nutritive et suffisante<sup>11</sup>. Les effets dramatiques de la COVID-19 aggravent encore la situation : la pandémie pourrait plonger 121 millions de personnes de plus dans une crise alimentaire grave cette année<sup>12</sup>, et dans le pire des scénarios, réduire à néant des décennies de progrès en poussant encore entre 226 millions<sup>13</sup> et un demi-milliard de personnes supplémentaires dans la pauvreté<sup>14</sup>.

**CETTE ANNÉE, NOUS AURIONS PU CÉLÉBRER LA FIN DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET DES GRAVES INÉGALITÉS MONDIALES, ET AVEC ELLES LA FIN DE TOUT AUTRE BESOIN D'AIDE SUPPLÉMENTAIRE. AU LIEU DE CELA, NOUS DEVONS AFFRONTER UN NOUVEAU CHAPITRE, OÙ L'AIDE INTERNATIONALE EST PLUS IMPORTANTE QUE JAMAIS.**



Pour chaque année, entre 1970 à 2017, Oxfam a relevé les chiffres de l'aide effective (aide publique au développement) (exprimés en dollars américains selon le cours de 2018) et du revenu national brut (RNB) dans la base de données du système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) \*

\* voir <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=b8293445-aa83-489a-8743-92b48c68d2f6&themetreeid=3>



## AU COURS DES 50 ANS

ÉCOULÉS DEPUIS LA FORMULATION DE LA  
PROMESSE DE 0,7 %, LES PAYS DONATEURS

N'ONT PAS FOURNI  
LE MONTANT DE

# 5 000 MILLIARDS D'EUROS

QUE L'AIDE AURAIT  
DÛ REPRÉSENTER

# AIDE INTERNATIONALE : TRANSFORMER ET SAUVER DES VIES



## PERSPECTIVES DEPUIS L'AFRIQUE : MISHECK GONDO, JEUNE MILITANT AU ZIMBABWE

« Au Zimbabwe, l'aide internationale s'est avérée essentielle pour soutenir les jeunes, notamment en ce qui concerne leur développement et leur autonomie. Par exemple, elle s'est traduite par des fonds au profit de bourses d'études et de programmes d'échange. Elle a également contribué à faire entendre la voix des jeunes au sein des sphères décisionnelles : en 2017, l'Union européenne a financé nos initiatives en vue de participer au sommet de l'Union africaine en Côte d'Ivoire. Bien souvent, les efforts en faveur de la visibilité des jeunes représentent un accomplissement capital de l'aide internationale en Afrique ».

L'aide internationale a joué un rôle crucial dans la lutte contre l'extrême pauvreté et l'exclusion. Elle s'est révélée déterminante dans les réponses aux crises humanitaires à l'échelle mondiale. Elle a aidé les pays à revenu faible et intermédiaire à permettre à davantage d'enfants d'accéder à l'école, à réagir face aux graves crises sanitaires et à améliorer la vie et les moyens de subsistance des agriculteurs vivant dans la pauvreté. Elle contribue également à faire face aux conflits et à la dégradation des ressources naturelles, ainsi qu'à lutter contre l'injustice et les inégalités fondées sur le genre. En bref, l'aide internationale a sauvé et changé d'innombrables vies.

L'aide internationale s'est révélée essentielle dans la lutte contre les maladies mortelles dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Par exemple, les programmes sanitaires soutenus par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ont permis de sauver plus de 27 millions de vies depuis sa création. En outre, entre 2000 et 2017, le nombre de nouvelles infections au VIH a diminué de 43 % dans les pays soutenus par le Fonds<sup>15</sup>. Elle a également financé le traitement contre le paludisme de 6 millions de femmes enceintes<sup>16</sup>.

L'éradication presque totale de la poliomyélite compte aussi parmi les accomplissements de l'aide internationale. L'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite a galvanisé des financements en faveur de la vaccination de centaines de millions d'enfants dans les pays à revenu faible et intermédiaire chaque année, et a sauvé environ 18 millions de personnes de la paralysie<sup>17</sup>. En août 2020, l'Afrique a été certifiée comme étant dépourvue de transmission de poliovirus sauvage<sup>18</sup>. Aujourd'hui, on dénombre seulement une poignée de cas dans deux pays, contre 350 000 dans 125 pays en 1988<sup>19</sup>.

L'aide internationale a joué un rôle décisif dans le renforcement des systèmes d'éducation dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Au cours des 15 années ayant suivi le Forum mondial sur l'éducation de 2000 à Dakar, quelque 34 millions d'enfants supplémentaires ont eu la chance d'aller à l'école grâce à l'aide apportée pendant cette période<sup>20</sup>. L'aide multilatérale par l'intermédiaire du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) a également permis de soutenir une augmentation rapide et considérable de la formation des enseignants, un aspect essentiel à l'amélioration de la qualité de l'éducation<sup>21</sup>. Par exemple, le financement du GPE a aidé plus de 100 000 enseignants du primaire à renforcer leurs qualifications pédagogiques en Éthiopie, et a permis à l'Afghanistan d'investir pour soutenir les enseignantes<sup>22</sup>. Elle a également aidé différents pays à accomplir d'importants progrès pour permettre à davantage de filles d'avoir accès à l'école<sup>23</sup>.

Lorsque l'aide internationale est fournie sur la base d'un budget, en tant que financement à long terme prévisible pouvant être investi en fonction des besoins du pays destinataire, il a été démontré qu'elle entraîne une augmentation des dépenses publiques en faveur des mesures de

**L'éradication presque totale de la poliomyélite compte aussi parmi les accomplissements de l'aide internationale.**

réduction de la pauvreté, notamment les services essentiels, la protection sociale et le soutien des petits exploitants agricoles<sup>24</sup>. Au Rwanda, par exemple, une augmentation de l'aide apportée sous forme de soutien budgétaire<sup>25</sup> a permis au gouvernement de fournir des garanties d'emprunts agricoles aux exploitants et d'éliminer les frais d'enseignement primaire et secondaire de premier cycle au début des années 2000<sup>26</sup>. Ce type d'aide internationale peut également permettre de financer les dépenses récurrentes, telles que les salaires des enseignants, des infirmiers, des médecins et des conseillers agricoles. En Zambie, elle a permis au gouvernement d'augmenter le nombre de travailleurs sanitaires, passant de 12 000 à 17 000 en seulement cinq ans<sup>27</sup>. Dans une large mesure, elle peut aussi être utilisée pour améliorer et renforcer la perception de l'impôt, ce qui, dans les faits, constitue un investissement dans les futures dépenses publiques d'un pays. Il a été démontré que les pays bénéficiant d'un soutien budgétaire ont accompli davantage de progrès dans le renforcement de l'administration fiscale que les autres pays à revenu faible et intermédiaire<sup>28</sup>. L'amélioration des systèmes fiscaux en vue de garantir une action équitable et complémentaire en faveur de la réduction de la pauvreté est essentielle pour aider les pays à gagner en indépendance par rapport aux aides sur le long terme.

L'aide internationale peut également constituer un catalyseur pour le changement pour l'avenir, en contribuant aux efforts déployés par les citoyens pour que les gouvernements rendent des comptes et pour lutter contre l'oppression et la discrimination. Par exemple, le Fonds de la société civile pour l'éducation (CSEF) a financé les activités de plaidoyer de coalitions nationales pour améliorer les politiques et l'attribution de ressources en faveur de l'éducation dans 60 pays. La Coalition malawienne pour l'éducation, financée par le CSEF, a décelé des disparités entre les districts dans la fourniture de services en effectuant le suivi du budget et a exigé une action du gouvernement. En Zambie, la coalition a mené des actions de pression auprès du gouvernement en faveur de l'augmentation de la part du budget national attribuée à l'éducation, qui a atteint le montant historique de 20,2 % en 2014<sup>29</sup>. L'aide a également contribué à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Les recherches montrent que le soutien aux organisations de femmes constitue le moyen le plus efficace de faire progresser l'égalité et les droits des femmes<sup>30</sup>. Une évaluation de l'aide suédoise apportée à des organisations de femmes de Tanzanie a démontré, par exemple, que ce soutien a contribué à changer les comportements individuels et collectifs envers la discrimination fondée sur le genre<sup>31</sup>.

L'aide internationale n'est pas une panacée, mais comme l'expérience le montre, lorsqu'elle est utilisée de manière appropriée et en soutien aux priorités propres aux pays, elle représente un investissement utile susceptible d'avoir des effets larges et durables. Elle a la capacité d'accélérer le progrès dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Si les pays à revenu élevé avaient tenu leur promesse de 0,7 %, il ne fait aucun doute que l'aide internationale aurait pu accomplir beaucoup plus.



## LA FORCE DE L'ÉDUCATION

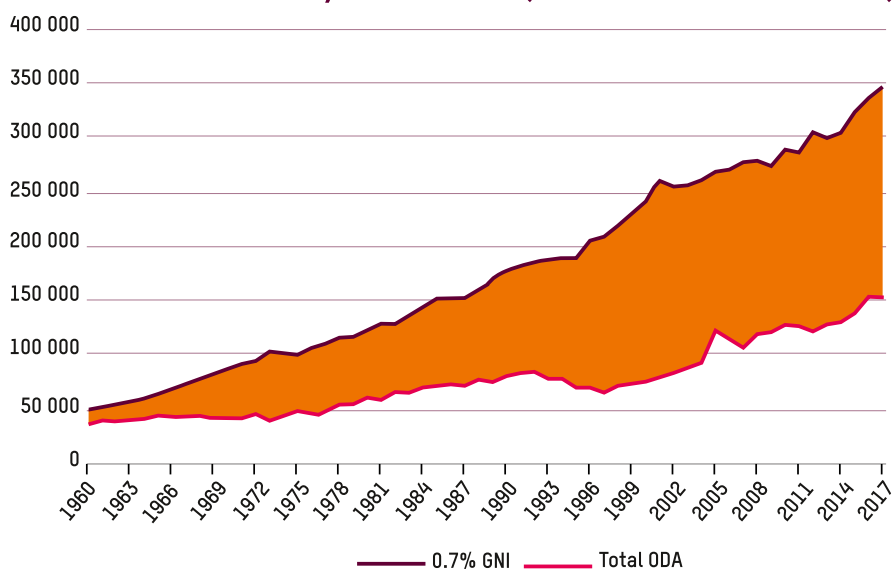


Des jeunes filles se lavent les mains au Tadjikistan, juillet 2019  
© Eleanor Farmer

**L'éducation constitue l'une des plus puissantes armes de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Elle permet d'augmenter les revenus des personnes vivant dans la pauvreté extrême<sup>32</sup> et les aide à faire valoir leurs droits. Le fait de permettre aux filles d'accéder à l'école améliore leurs propres vies, tout en transformant et en sauvant également les vies de millions d'autres personnes dans leurs familles et leurs communautés. Les faits montrent que l'éducation des filles contribue à réduire la malnutrition infantile<sup>33</sup>. L'on a estimé également qu'entre 1970 et 2010, l'éducation a évité le décès de 30 millions d'enfants de moins de cinq ans et de 100 millions d'adultes (entre 15 et 60 ans)<sup>34</sup>.**

# LES PROMESSES NON TENUES : LA DETTE DE 5000 MILLIARDS D'EUROS ENVERS LES PAYS LES PLUS PAUVRES

Schéma 1. Aide promise vs aide apportée  
annuellement, 1960-2017 (en milliards de dollars)



Source : Calculs Oxfam à partir de la base de données du système de notification des pays créanciers de l'OCDE.

La promesse d'aide internationale de 0,7 % a été initialement formulée en 1970 aux Nations Unies, lorsque l'Assemblée générale adopta une résolution selon laquelle chaque économie avancée devrait « déployer ses meilleurs efforts » en vue d'atteindre un montant minimum net de 0,7 % de son produit national brut (PNB) aux prix du marché « d'ici le milieu de la décennie »<sup>35</sup>. Cette résolution reflétait les conclusions de la Commission Pearson de 1969, nommée par le président de la Banque mondiale, et recommandait que l'aide internationale « soit élevée à 0,7 % du PNB du pays donateur d'ici 1975 et, dans tous les cas, avant 1980 »<sup>36</sup>.

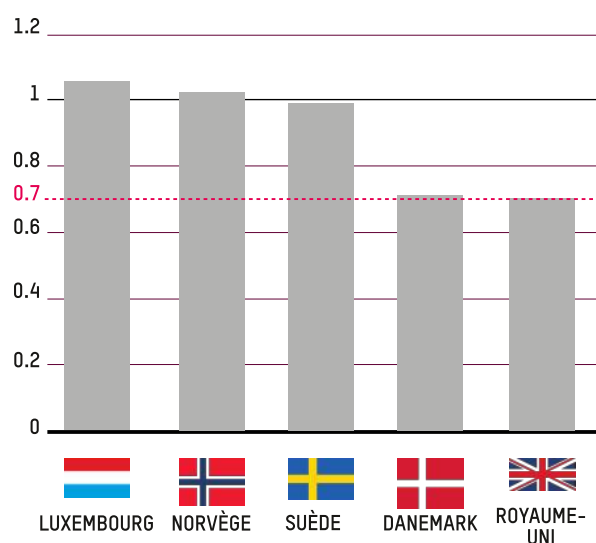
Certains pays ont montré qu'il était effectivement possible d'engager une action rapide pour atteindre ou dépasser l'objectif dans ce délai. La Suède et les Pays-Bas y sont parvenus, respectivement, en 1974 et en 1975, la Norvège en 1976 et le Danemark en 1978.

En fait, les dirigeants de la plupart des pays donateurs ont soutenu de manière répétée l'objectif de 0,7 % en tant qu'objectif à long terme<sup>37</sup>. Néanmoins, leurs « meilleurs efforts » n'ont pas du tout atteint la cible de 0,7 % et encore moins dans un délai de cinq à dix ans. En 2005, les 15 plus anciens États membres de l'Union européenne<sup>38</sup> ont réaffirmé leur volonté d'atteindre cet objectif et ont fixé la date limite à 2015. Cette date non plus n'a pas été respectée.

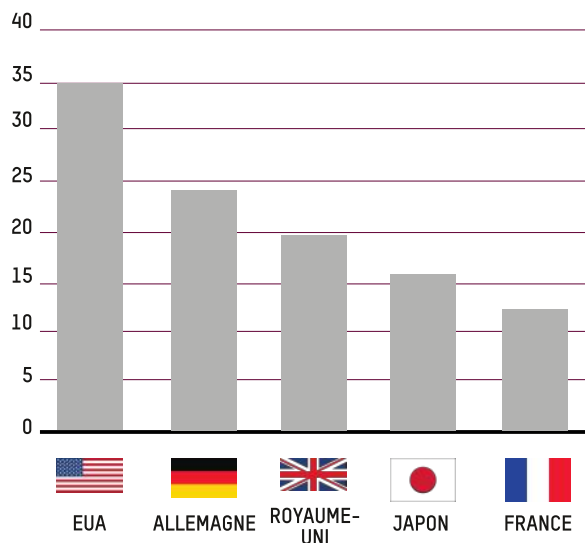
**En 2005, les 15 plus anciens États membres de l'Union européenne ont réaffirmé leur volonté d'atteindre cet objectif et ont fixé la date limite à 2015. Cette date non plus n'a pas été respectée.**



**Tableau 1. Les cinq plus importants donateurs (en % du RNB, 2019)**



**Tableau 2. Les cinq plus importants donateurs en 2019 (en termes absolus)**



Source : Données préliminaires OCDE/CAD publiées par l'OCDE [16 avril 2019]. Augmentation de l'aide consentie par les membres du CAD en 2019, dont une plus forte proportion est dirigée vers les pays les plus pauvres. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developpement/APD-2019-detail-resume.pdf>

## L'AIDE INTERNATIONALE AUJOURD'HUI

En 2019, seuls cinq pays (le Luxembourg, la Norvège, la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni) avaient atteint ou dépassé l'objectif minimum de 0,7 % (tableau 1). En 2019, la moyenne de contribution de tous les pays riches donateurs se limitait à 0,3 %, un montant légèrement inférieur à celui de l'année précédente<sup>39</sup>. Parmi les cinq plus importants pays donateurs en dollars absolus, seul le Royaume-Uni avait atteint l'objectif de 0,7 % (tableau 2).

Si cet argent était mis à disposition pour renforcer les budgets des pays à revenu faible et intermédiaire, il permettrait d'accomplir des progrès considérables pour mettre un terme à la pauvreté et réduire sensiblement les inégalités. Par exemple, un montant de 4 800 milliards de dollars en dépenses prévues serait nécessaire sur la période 2019-2030 pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies dans les 59 pays avec le revenu le plus faible du monde<sup>40</sup>. On estime qu'il manque 624 milliards de dollars d'investissements sur la période 2015-2030 pour permettre un enseignement préscolaire, primaire et secondaire universel dans les pays à revenu faible et intermédiaire<sup>41</sup>. On pourrait éviter que quelque 100 millions de personnes tombent dans une extrême pauvreté chaque année si le système universel de soins de santé était financé par le secteur public et proposé gratuitement aux patients<sup>42</sup>. Or on estime qu'il manque 3900 milliards de dollars de financements sur la période 2016-2030 pour atteindre l'ODD en matière de santé.<sup>43</sup>

Le fait que les pays à revenu élevé n'aient pas tenu leurs promesses d'aide représente un manque catastrophique de volonté politique. Le fait que la plupart d'entre eux aient accompli très peu de progrès en faveur de l'objectif après 50 ans ridiculise la promesse solennelle faite auprès des personnes les plus pauvres de la planète. Il s'agit d'un poids sur la conscience de la majorité des nations les plus riches.

Selon les calculs d'Oxfam, depuis la formulation de la promesse de 0,7 %, le montant non investi par les pays à revenu élevé s'élève à plus de 5 000 milliards d'euros dans l'aide internationale (voir le schéma 1)<sup>44</sup>. Il s'agit-là d'une dette considérable envers les personnes les plus pauvres de la planète, neuf fois supérieure à l'encours de la dette extérieure de l'Afrique subsaharienne fin 2019 (625 milliards de dollars)<sup>45</sup>.

## L'IMPORTANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIDE TOUJOURS INCOMPRISSE

Le montant de l'aide internationale n'est pas le seul à être largement inadéquat. Les pays à revenu élevé ne sont pas non plus à la hauteur des normes internationalement reconnues en matière d'efficacité des aides. Dans de bien trop nombreux cas, ils utilisent ces aides pour leurs intérêts nationaux ou commerciaux (allant jusqu'à les investir dans leur propre pays), plutôt que pour répondre aux besoins des personnes vivant dans la pauvreté ou pour servir les priorités des gouvernements de pays à revenu faible et intermédiaire. Par exemple :

- En 2015, les États membres de l'UE ont dépensé pour les demandeurs d'asile dans leur propre pays un montant plus de trois fois supérieur à celui qu'ils ont investi pour aider la République arabe syrienne, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan, les cinq pays que les demandeurs d'asile ont le plus fui.<sup>46</sup>

- En 2016, les donateurs ont accordé 51 % des contrats d'aide qu'ils déclarent à l'OCDE à leurs propres entreprises nationales, contre seulement 7 % à des fournisseurs situés dans des pays à revenu faible et intermédiaire.<sup>47</sup>

- Trop d'aide internationale est toujours fournie sans recourir aux systèmes financiers et d'appel d'offres des pays destinataires. En 2018, seulement 55 % de l'aide apportée par les donateurs au profit des gouvernements de pays à revenu faible et intermédiaire ont recouru à ces systèmes nationaux<sup>48</sup>, manquant ainsi une importante occasion de les renforcer pour l'avenir.

- Les donateurs dépensent davantage d'aides pour des projets qui pourraient entraîner un profit pour le secteur privé. En 2019, environ 3,3 milliards de dollars d'aide ont été dépensés par l'intermédiaire d'instruments à l'appui du secteur privé.<sup>49</sup>

- Il est essentiel que les bailleurs cessent de soutenir la privatisation des services de santé et d'enseignement, car elle exacerbe les inégalités en créant des systèmes à deux vitesses.<sup>50</sup>

- En outre, les donateurs n'investissent pas suffisamment dans les petits exploitants agricoles. En 2015, moins d'un quart de l'aide accordée par l'UE pour l'agriculture ciblait explicitement les petits producteurs, et les États membres de l'UE dépensaient plus de 3,5 fois pour l'aide agricole en Europe qu'en Afrique subsaharienne.<sup>51</sup>

- Les pays à revenu élevé ont fait une promesse, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), d'aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique avec un financement « nouveau et additionnel » par rapport à l'engagement d'aide publique au développement (APD) de 0,7 %<sup>52</sup>. Lors de la 15ème Conférence des parties à la CCNUCC de Copenhague en 2009, les pays riches se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars en aide chaque année jusqu'en 2020. Néanmoins, la promesse de 100 milliards de dollars n'a pas été tenue, ainsi que cela ressort d'une étude récente d'Oxfam<sup>53</sup>. De nombreux pays riches ont gonflé les chiffres du financement climatique qu'ils communiquent, y compris en comptant la totalité de la valeur nominale des prêts et l'ensemble des coûts des projets présentant une composante restreinte en termes de climat. Selon les estimations d'Oxfam, la valeur réelle du financement climatique fourni en 2017 et 2018 pourrait être, en moyenne, de 20 milliards de dollars par an, bien inférieure aux presque 60 milliards de dollars déclarés et très éloignée des 100 milliards de dollars qui devraient être atteints pour la première fois en 2020. En outre, les pays donateurs ont imputé la plupart de ces financements sur leurs engagements APD, au lieu de fournir un soutien « nouveau et additionnel ».



### PERSPECTIVES DEPUIS LE ZIMBABWE : ADRIAN CHIKOWORE, MILITANT POUR LA SURVEILLANCE DE L'AIDE

*« L'aide est principalement liée et sert les intérêts des pays bailleurs. Par conséquent, environ 24 milliards de dollars d'aide au développement retournent dans les pays donateurs, un phénomène qui, selon les experts de l'efficacité du développement, représente une perte d'activité et nuit au secteur privé national des pays à faible revenu ».*



Kadiatou est une jeune militante nigérienne qui sensibilise sur les droits des femmes, Niamey, 2019

© Sylvain Cherkaoui/Oxfam

# L'AVENIR DE L'AIDE INTERNATIONALE

Nous vivons dans un monde confronté à des défis sans précédent et, dans de nombreux pays, les fonds supplémentaires que fournit une aide de haute qualité pourraient faire la différence entre la vie et la mort pour des millions de personnes.

En premier lieu, la COVID-19 fait peser un grave péril sur la vie et les moyens de subsistance des personnes vivant dans la pauvreté<sup>54</sup>. Selon les estimations du scénario le plus défavorable, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté (avec moins de 5,50 dollars par jour) pourrait augmenter d'entre 226 millions<sup>55</sup> et un demi-milliard<sup>56</sup> fin 2020, en raison de la pandémie. Six mois après la publication par les Nations Unies de leur Plan de réponse humanitaire global au COVID-19, qui réclame un montant de 10,19 milliards de dollars pour aider à affronter la crise, les bailleurs ont apporté seulement 28 % du montant total requis<sup>57</sup>. Le suivi en temps réel de la dépense en aide montre une diminution dans les dépenses bilatérales au cours des premiers sept mois de 2020, par rapport à la même période en 2019<sup>58</sup>. L'OCDE estime que si les bailleurs décident de fournir la même part de RNB en tant qu'aide en 2020 qu'en 2019, le montant des niveaux d'aide pourrait chuter d'entre 11 et 14 milliards de dollars en 2020, en raison de la contraction dans le RNB résultant de la crise COVID-19<sup>59</sup>.

Les conséquences économiques plus larges, caractérisées par la Banque mondiale comme « la plus grave récession mondiale des huit dernières décennies »<sup>60</sup>, compliqueront la tâche davantage encore aux gouvernements de pays à revenu faible et intermédiaire pour investir dans les services essentiels et d'autres mesures visant à lutter contre la pauvreté et les inégalités. Ces investissements se verront encore plus restreints si des mesures d'austérité sont adoptées à la suite de la crise, ce que

**Nous vivons dans un monde confronté à des défis sans précédent et, dans de nombreux pays, les fonds supplémentaires que fournit une aide de haute qualité pourraient faire la différence entre la vie et la mort pour des millions de personnes**

le FMI a commencé à encourager, voire à exiger dans certains cas, par le biais de ses prêts COVID-19, ainsi que cela apparaît d'une étude récente d'Oxfam<sup>61</sup>. Ainsi, l'aide internationale sera plus nécessaire que jamais. En outre, la COVID-19 ne devrait pas être la dernière crise sanitaire de cette génération<sup>62</sup>.

En second lieu, les niveaux extrêmes d'inégalités économiques que nous connaissons actuellement font peser une grave menace sur les efforts de réduction de la pauvreté<sup>63</sup>. Depuis trop longtemps, les pays riches ont permis à une économie mondiale défectueuse de placer davantage de richesse et de pouvoir dans les mains d'une élite minoritaire, plongeant des familles pauvres, des femmes ainsi que des personnes noires, indigènes et de couleur dans l'extrême pauvreté. Nous vivons dans un monde où les 22 hommes les plus riches de la Terre détiennent plus de richesses que toutes les femmes d'Afrique rassemblées<sup>64</sup>, un monde où l'homme le plus riche de la planète dispose de plus de ressources que le budget total de l'aide internationale<sup>65</sup>. Les politiques d'investissement et de réduction des inégalités telles que la mise à disposition de services publics gratuits et de systèmes fiscaux progressifs peuvent aider à rééquilibrer la balance. En outre, pour les pays à revenu faible et intermédiaire, l'aide internationale reste un instrument crucial pour renforcer leur pouvoir d'achat. Cela est particulièrement vrai dans les périodes difficiles sur le plan économique. L'aide internationale peut également jouer un rôle dans la lutte contre les inégalités mondiales, en redistribuant les ressources financières entre les pays. Dans un monde où le revenu moyen par habitant de l'Union européenne est 11 fois supérieur à celui des habitants de l'Afrique subsaharienne, et dans lequel celui des habitants de l'Amérique du Nord est 16 fois plus élevé<sup>66</sup>, cette redistribution constitue un impératif moral.

En troisième lieu, le changement climatique lié à l'activité des êtres humains constitue la plus grave menace à l'existence humaine qui ait existé. Il anéantit déjà, et de manière croissante, les foyers et les moyens de subsistance des personnes vivant dans la pauvreté, mettant leur vie en péril. Les pays à revenu faible et intermédiaire méritent réparation pour les graves dégâts que leur font subir les pays riches et leur pollution au carbone depuis des générations. Ces pays ont besoin des financements que l'aide internationale peut mettre à disposition pour aider les familles vivant dans la pauvreté en vue de l'adaptation aux effets du changement climatique<sup>67</sup>. C'est pour cette raison qu'un financement climatique nouveau et additionnel s'avère plus urgent que jamais.

L'aide internationale ne peut relever ces défis colossaux à elle seule, mais elle peut jouer un rôle décisif pour réduire la pauvreté et les inégalités, ainsi que pour bâtir des systèmes qui protègent les personnes vivant dans la pauvreté contre les conséquences des crises sanitaires, économiques et climatiques. Les pays à revenu élevé doivent agir pour maximiser ce potentiel.

Au vu de leur dette de 5 000 milliards d'euros et de leur incommensurable dette morale, les pays riches sont redevables envers les personnes plus pauvres de la planète et doivent respecter leur engagement de 0,7 % sur-le-champ.

Le 50ème anniversaire de cet engagement en faveur de l'aide internationale représente une occasion d'instaurer en urgence un débat sur l'avenir de cette aide. Comment peut-on mobiliser des montants suffisants pour répondre aux besoins et garantir que les pays à revenu élevé contribuent à juste part à un monde plus égalitaire ? Que doit-on changer dans la manière dont les décisions sont prises et dont l'aide est mise à disposition pour que nous puissions vraiment célébrer un monde où l'aide internationale ne serait plus nécessaire de notre vivant ?

Il s'agit là de grandes questions, mais certaines réponses sont à notre portée. Par exemple, les pays à revenu élevé pourraient allouer la moitié de tout financement levé à partir de transactions financières numériques et d'autres taxes de solidarité dans leur propre pays à l'augmentation de l'aide internationale.

Nous devons assister au renouvellement de l'engagement politique envers l'aide internationale et à une transition d'un système fondé sur la charité vers un système fondé sur la justice.

**Nous devons assister au renouvellement de l'engagement politique envers l'aide internationale et à une transition d'un système fondé sur la charité vers un système fondé sur la justice.**

**1** Voir Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES). (2020). *World Social Report 2020: Inequality in a Rapidly Changing World* (Rapport social mondial 2020 : l'inégalité dans un monde rapidement changeant). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/01/World-Social-Report-2020-FullReport.pdf>

**2** Voir, par exemple, Daron Acemoglu et James Robinson. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty* (Pourquoi les nations échouent : les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté), Crown et Global Financial Integrity (Intégrité financière mondiale). (2015). *Financial Flows and Tax Havens: Combining to Limit the Lives of Billions of People* (Flux financiers et paradis fiscaux : une association qui limite les vies de milliards de personnes), Consultés le 16 octobre 2020 sur les sites Internet <https://gfinintegrity.org/report/financial-flows-and-tax-havens-combining-to-limit-the-lives-of-billions-of-people/> et <https://gfinintegrity.org/report/financial-flows-and-tax-havens-combining-to-limit-the-lives-of-billions-of-people/>.

**3** Development Initiatives (Initiatives de développement) (2018). *Investments to End Poverty* (Investissements pour mettre fin à la pauvreté) 2018. (page 35). Consulté le 19 octobre sur le site Internet <http://www.devinit.org/post/investments-to-end-poverty-2018/>

**4** Pour chaque année, entre 1970 à 2017, Oxfam a relevé les chiffres de l'aide effective (aide publique au développement) (exprimés en dollars américains selon le cours de 2018) et du revenu national brut (RNB) dans la base de données du système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (voir <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=b8293445-aa83-489a-8743-92b48c68d2f6&themetreeid=3>). Nous avons ensuite calculé le montant que représenterait 0,7 % du RNB et en avons soustrait l'aide effective. Le résultat représente le montant de l'aide promise que les donateurs « n'ont pas apportée ».

**5** Banque mondiale. (2020). *International Debt Statistics 2021* (Statistiques sur la dette internationale 2021). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34588/9781464816109.pdf?sequence=2&isAllowed=y>

**6** Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). (2020). *About Human Development* (À propos du développement humain). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <http://hdr.undp.org/en/humandev>

**7** Les Objectifs de développement durable de l'ONU ont été fixés en 2015 dans le cadre des Nations Unies, en tant que partie intégrante d'un programme partagé de promotion de la paix et de la prospérité des personnes et de la planète. Voir Nations unies (s.d.), *Les 17 objectifs*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://sdgs.un.org/goals>

**8** Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (septembre 2019). *SDG Costing & Financing for Low-income Developing Countries* (Coûts et financement des ODD pour les pays en développement à faible revenu). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://irp-cdn.multiscreensite.com/be6d1d56/files/uploaded/FINAL\\_SDG%20Costing%20%26%20Finance%20for%20LIDCS%2028%20Oct.pdf](https://irp-cdn.multiscreensite.com/be6d1d56/files/uploaded/FINAL_SDG%20Costing%20%26%20Finance%20for%20LIDCS%2028%20Oct.pdf)

**9** K. Stenberg, O. Hanssen, T. Tan-Torres Edejer, M. Bertram, C. Brindley, A. Meshreky, J.E. Rosen, J. Stover, P. Verboom, R. Sanders, et A. Soucat. (2017). *Financing Transformative Health Systems towards Achievement of the Health Sustainable Development Goals: A Model for Projected Resource Needs in 67 Low-Income and Middle-Income Countries* (Financer des systèmes de santé transformatifs pour atteindre les objectifs de développement durable en matière de santé : un modèle pour les besoins en ressources prévus dans 67 pays à revenu faible ou intermédiaire). *Lancet Global Health* (Lancet santé mondiale), 5:e875–87. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S2214-109X%2817%2930263-2>. Voir également P. Espinoza Revollo, C. Mariotti, F. Mager et D. Jacobs. (2019). *Public Good or Private Wealth? Methodology Note* (Services publics ou fortunes privées ? Note méthodologique). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/tb-public-good-or-private-wealth-methodology-note-210119-en.pdf>

**10** Banque mondiale Base de données Povcalnet, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/povDuplicateWB.aspx> (consultée le 19 octobre 2020) Brookings. *World Poverty Clock prospects* (Perspectives de l'horloge mondial de la pauvreté). Site Internet : <http://worldpoverty.io/> (consulté en septembre 2020) Note : ces chiffres ont été actualisés pour tenir compte de la pandémie de COVID-19.

**11** FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2020. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming Food Systems for Affordable Healthy Diets* (État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour des régimes sains et financièrement abordables). Rome, FAO. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <http://www.fao.org/documents/card/en/c/ca9692en>

**12** Selon les estimations du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, le nombre de personnes frappées de famine à un niveau critique (défini par le niveau IPC 3 ou supérieur) devrait augmenter d'environ 121 millions cette année en raison des conséquences de la COVID-19. Voir : Oxfam (juillet 2020). *Le virus de la faim : comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621023/mb-the-hunger-virus-090720-fr.pdf>

**13** Lakner, C. et al. (2020). Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: The effect of new data (Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté : l'incidence des nouvelles données). Blogs de la banque mondiale. Consulté sur le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/estimations-impact-de-la-pandemie-de-covid-19-sur-la-pauvrete>. Voir également Banque mondiale (2020). *Poverty and Shared Prosperity 2020* (Pauvreté et prospérité partagée 2020). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity#:~:text=Poverty%20and%20Shared%20Prosperity%202020%3A%20Reversals%20of%20Fortune%20provides%20new,on%20global%20poverty%20and%20inequality>.

**14** A. Sumner, C. Hoy et E. Ortiz-Juarez. (2020). *Precaarity and the Pandemic: COVID-19 and Poverty Incidence, Intensity, and Severity in Developing Countries*. WIDER Working Paper 2020/77 (Précarité et pandémie : COVID-19 et incidence sur la pauvreté, intensité et gravité dans les pays en développement. Document de travail WIDER 2020/77). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-77.pdf>

**15** Le Fonds mondial (2018.) *Rapport 2018 sur les résultats : 27 millions de vies sauvées*. Consulté le 19 octobre sur le site Internet [https://www.theglobalfund.org/media/7742/corporate\\_2018resultsreport\\_report\\_fr.pdf?u=637319004921700000](https://www.theglobalfund.org/media/7742/corporate_2018resultsreport_report_fr.pdf?u=637319004921700000)

**16** Ibid.

**17** Global Polio Eradication Initiative ([GPEI].) (Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite)(2019). Ending Polio. Factsheet (Fiche d'information sur l'éradication de la poliomyélite). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <http://polioeradication.org/wp-content/uploads/2020/04/GPEI-fact-sheet-20191113.pdf>

**18** OMS (25 août, 2020). *L'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite félicite la Région africaine de l'OMS, certifiée exempte de poliomyélite sauvage*. Communiqué de presse. Consulté le 19 octobre sur le site Internet <https://www.who.int/fr/news-room/detail/25-08-2020-global-polio-eradication-initiative-applauds-who-african-region-for-wild-polio-free-certification>

**19** Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (2019). Ending Polio. Factsheet (Fiche d'information sur l'éradication de la poliomyélite). <http://polioeradication.org/wp-content/uploads/2020/04/GPEI-fact-sheet-20191113.pdf>

**20** Ce nombre de 34 millions d'enfants a notamment pu être atteint grâce à l'accélération des progrès après le Forum de Dakar.UNESCO (2015). *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015 – ÉDUCATION POUR TOUS 2000-2015 : progrès et enjeux*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000232433>

**21** Le nombre d'enseignants ayant reçu une formation avec le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation a plus que doublé entre 2014 et 2016, passant d'environ 98 000 personnes à 238 000 sur cette période. VoirPartenariat mondial pour l'éducation (septembre 2017). *L'action du GPE à l'appui de l'enseignement et des apprentissages. Note d'orientation*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/2017-10-gpe-note-orientation-enseignement-apprentissage.pdf>

**22** Ibid.

**23** Entre 2000 et 2015, un total de 84 millions d'enfants et d'adolescents supplémentaires ont eu la chance d'aller à l'école et la majorité d'entre eux (52 millions) étaient des filles. Note : le nombre de 34 millions cité ci-dessus est compris dans ce total, puisqu'il s'agit d'enfants supplémentaires ayant eu accès à l'école grâce en particulier aux mesures adoptées après le Forum de Dakar (voir note 20.).UNESCO (2015). *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015. Genre et EPT 2000-2015 : progrès et enjeux*. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000234809\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000234809_fre)

- 24** Voir, par exemple, la présentation de la recherche sur l'incidence du soutien budgétaire dans : Oxfam (avril 2019). *Droit au but : Pour une aide au développement qui cible la lutte contre les inégalités*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620721/bp-hitting-the-target-aid-inequality-080419-fr.pdf>
- 25** Le soutien budgétaire est une aide qui est versée au trésor national du pays destinataire et qui devient partie du budget, donc utilisé conformément aux processus budgétaires nationaux.
- 26** G. Ahobamuteze, C. Dom et R. Purcell (2006) « *Evaluation of General Budget Support: Rwanda Country Report: A Joint Evaluation of General Budget Support 1994–2004* » (Rapport par pays au Rwanda : évaluation conjointe du soutien budgétaire général 1994–2004). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/67830/gbs-rwanda.pdf](https://gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67830/gbs-rwanda.pdf)
- 27** Cette augmentation est survenue entre 2005 et 2010. Commission européenne (2014). *Synthesis of Budget Support Evaluations: Analysis of the Findings, Conclusions and Recommendations of Seven Country Evaluations of Budget Support* (Synthèse des évaluations du soutien budgétaire : analyse des résultats, conclusions et recommandations de sept évaluations budgétaires par pays). Consulté le 19 octobre sur le site Internet [http://www.oecd.org/derec/ec/BGD\\_Budget-Support-Synthesis-Report-final.pdf](http://www.oecd.org/derec/ec/BGD_Budget-Support-Synthesis-Report-final.pdf)
- 28** Commission européenne (2016). *Budget Support, Annual Report 2016* (Soutien budgétaire, rapport annuel 2016). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/annual-report-budget-support-2016-update-2017\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/annual-report-budget-support-2016-update-2017_en.pdf) Commission européenne (2014). *Synthesis of Budget Support Evaluations: Analysis of the Findings, Conclusions and Recommendations of Seven Country Evaluations of Budget Support* (Synthèse des évaluations du soutien budgétaire : analyse des résultats, conclusions et recommandations de sept évaluations budgétaires par pays). [http://www.oecd.org/derec/ec/BGD\\_Budget-Support-Synthesis-Report-final.pdf](http://www.oecd.org/derec/ec/BGD_Budget-Support-Synthesis-Report-final.pdf)
- 29** Campagne mondiale pour l'éducation (décembre 2014). *Fonds de la société civile pour l'éducation : Informations et résultats du programme*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://www.campaignforeducation.org/docs/csef/CSEF%20results%20leaflet\\_dec14\\_FINAL\\_FINAL\\_FR.pdf](https://www.campaignforeducation.org/docs/csef/CSEF%20results%20leaflet_dec14_FINAL_FINAL_FR.pdf)
- 30** M. Htun, Mala et L. Weldon (2012). « *The Civic Origins of Progressive Policy Change: Combating Violence against Women in Global Perspective, 1975–2005* » (Les origines civiques de la politique de changement progressif : lutter contre la violence envers les femmes de manière globale, 1975–2005). *American Political Science Review*, vol. 106, n° 3, août 2012 <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/feminist-mobilisation-andprogressive-policy-change-why-governments-take-action-295457>
- 31** H. Henrik Alffram, P. Pontus Modéer et S. Shamshad Rehmatullah (2014). *Assessment of Possibilities of Swedish Support to Promote Accountability, Transparency And Civil Society Capacity in Tanzania: Final Report* (Évaluation des possibilités de l'aide suédoise en matière de promotion de la reddition de comptes, de la transparence et des capacités de la société civile en Tanzanie : rapport final). Sida Decentralised Evaluation 2014:45. Stockholm : Agence suédoise de coopération internationale au développement. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.sida.se/contentassets/d656a8074445474bae71a94a65e4363c/15482.pdf>
- 32** Commission européenne (CE (novembre 2016). *Income Inequality and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa* (Inégalité des revenus et réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne) (page 11. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/913d9058-b864-11e6-9e3c-01aa75ed71a1>
- 33** L.C. Smith et L. Haddad et al (2015). *World Development Reducing Child Undernutrition: Past Drivers and Priorities for the Post-MDG Era. World Development* (Développement mondial. Réduction de la malnutrition infantile : moteurs et priorités passés pour l'ère post-ODD), 68 (avril): 180–204. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X14003726>
- 34** The International Commission on Financing Global Education Opportunity (Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives dans le monde) (n.d.). *The Learning Generation: Investing in Education for a Changing World* (La génération d'apprenants. Investir dans l'éducation pour un monde en pleine évolution), p. 34. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://report.educationcommission.org/downloads/>

**35** Pour une chronologie des événements, voir : OCDE (avril 2011). *Measuring Aid: 50 Years of DAC Statistics* (Évaluation de l'aide : 50 ans de statistiques du Comité d'aide au développement) [1961-2011] (p. 5). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/MeasuringAid50yearsDACStats.pdf>

**36** Ibid.

**37** Par exemple, les États-Unis d'Amérique n'acceptent pas l'engagement. Voir J.L. Ravelo. (12 avril 2012). The 0.7 Percent Club (Le Club du 0,7 %). Devex. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.devex.com/news/the-0-7-percent-club-77973>. La Suisse ne faisait pas partie des membres des Nations unies jusqu'en 2002 et n'a pas adopté l'objectif.

**38** L'UE des 15 comprend les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède. Il s'agit des 15 États membres de l'UE à la date du 31 décembre 2003, avant l'adhésion de nouveaux États membres.

**39** Ce chiffre concerne les pays de l'OCDE et 2019 est la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. La moyenne de contribution des pays de l'OCDE était de 0,31 % en 2018. Voir l'analyse Oxfam et les liens vers les données complètes. Voir Oxfam International. (16 avril 2020). *New OECD Figures Show International Aid Woefully Inadequate to Fight the Coronavirus Crisis* (Les nouveaux chiffres de l'OCDE montrent que l'aide internationale s'avère dramatiquement inappropriée pour combattre la crise du coronavirus), ici : <https://www.oxfam.org/en/press-releases/new-oecd-figures-show-international-aid-woefully-inadequate-fight-coronavirus-crisis>

**40** Voir note 8. Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (septembre 2019). SDG Costing & Financing for low-income developing countries (Coûts et financement des ODD pour les pays en développement à faible revenu) [https://irp-cdn.multiscreensite.com/be6d1d56/files/uploaded/FINAL\\_SDG%20Costing%20%26%20Finance%20for%20LDCS%2028%20oct.pdf](https://irp-cdn.multiscreensite.com/be6d1d56/files/uploaded/FINAL_SDG%20Costing%20%26%20Finance%20for%20LDCS%2028%20oct.pdf)

**41** Voir UNESCO. (2015). *Chiffrer le droit à l'éducation : le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030*. Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous. Document de référence 18. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000232197\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000232197_fre)

**42** Oxfam. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Document d'information d'Oxfam. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>

**43** Stenberg et al. (2017). *Financing Transformative Health Systems* (Financer des systèmes de santé transformatifs) ; Espinoza Revollo, et al. (2019). *Public Good or Private Wealth?* (Services publics ou fortunes privées). <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S2214-109X%2817%2930263-2> ; voir, entre autres <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/tb-public-good-or-private-wealth-methodology-note-210119-en.pdf>

**44** Voir note 4. Pour chaque année, entre 1970 à 2017, Oxfam a relevé les chiffres de l'aide effective (aide publique au développement) (exprimés en dollars américains selon le cours de 2018) et du revenu national brut (RNB) dans la base de données du système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (voir <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=b8293445-aa83-489a-8743-92b48c68d2f6&themetreeid=3>). Nous avons ensuite calculé le montant que représenterait 0,7 % du RNB et en avons soustrait l'aide effective. Le résultat représente le montant de l'aide promise que les donateurs « n'ont pas apportée ».

**45** Voir note 5. Banque mondiale (2020). *International Debt Statistics 2021*, op. cit.

**46** OCDE (2017). *Rapport Coopération pour le développement 2017*. Paris : OCDE. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [http://www.keepeek.com/Digital-AssetManagement/oecd/development/development-co-operation-report-2017/development-finance-and-policytrends\\_dcr-2017-12-en#.WlEqIXiBU](http://www.keepeek.com/Digital-AssetManagement/oecd/development/development-co-operation-report-2017/development-finance-and-policytrends_dcr-2017-12-en#.WlEqIXiBU)

**47** Eurodad (2018). *Development Untied: Unleashing the Catalytic Power of Official Development Assistance through Renewed Action on Untying*. (Le développement délié : libérer la force catalytique de l'aide publique au développement par l'intermédiaire d'une action renouvelée en faveur du déliement.) <https://eurodad.org/files/pdf/5ba3a41be1899.pdf>



48 Plus particulièrement OCDE et PNUD (2019). *Vers une coopération pour le développement plus efficace*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://read.oecd-ilibrary.org/development/vers-une-cooperation-pour-le-developpement-plus-efficace\\_6acb4dc0-fr#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/development/vers-une-cooperation-pour-le-developpement-plus-efficace_6acb4dc0-fr#page1)

49 OCDE (16 avril 2020). *Aid by DAC members increases in 2019 with more aid to the poorest countries* (La contribution des membres du Comité d'aide au développement a augmenté en 2019, avec davantage de fonds au profit des pays les plus pauvres). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2019-detailed-summary.pdf>

50 K. Malouf Bous et J. Farr. (2019). *False Promises: How Delivering Education through public-Private Partnerships Risks Fueling Inequality instead of Achieving Quality Education for All* (Fausses promesses : pourquoi l'enseignement par l'intermédiaire de partenariats des secteurs public et privé risque d'alimenter les inégalités au lieu de permettre l'accès à un enseignement de qualité pour tous). Oxfam. DOI : 10.21201/2019.4290. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620720/bp-world-bank-education-ppps-090419-en.pdf>

51 Oxfam International (juin 2017). *Rendez-vous manqué avec l'agriculture familiale*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file\\_attachments/bp-eu-policy-smallholder-agriculture-300617-fr.pdf](https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bp-eu-policy-smallholder-agriculture-300617-fr.pdf)

52 Voir Nations unies (1992). *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://unfccc.int/files/cooperation\\_and\\_support/cooperation\\_with\\_international\\_organizations/application/pdf/convfr.pdf](https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/cooperation_with_international_organizations/application/pdf/convfr.pdf)

53 Oxfam international. (à paraître, 2020). *Les vrais chiffres des financements climat*. Oxfam. Voir <https://www.oxfam.org/fr/publications/2020-les-vrais-chiffres-des-financements-climat>

54 C. Sanchez-Paramo. (2020, 23 Blogs de la Banque mondiale (20 avril 2020)). *COVID-19 : comment faire face à une crise qui frappe les pauvres de plein fouet*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/covid-19-comment-faire-face-une-crise-qui-frappe-les-pauvres-de-plein-fouet>

55 Voir note 13.

56 Voir note 14.

57 Voir les données du Service de suivi financier relatives au Plan de réponse humanitaire global au COVID-19 ici : Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). (2020). *Plan de réponse humanitaire global Covid-19*. Consulté le 28 septembre 2020 sur le site Internet [https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHRP-COVID19\\_Abridged\\_FR.pdf](https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHRP-COVID19_Abridged_FR.pdf)

58 Development Initiatives (Initiatives de développement). (2020). *Tracking Aid Flows in light of the Covid-19 Crisis* (Suivre les flux d'aide à la lumière de la crise Covid-19). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://devinit.org/data/tracking-aid-flows-in-light-of-the-covid-19-crisis/?nav=more-about>

59 OCDE. (2020). *Six décennies d'APD : éclairages et perspectives dans le contexte de la crise du COVID-19 Crisis*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-profils-de-cooperation-au-developpement\\_cb89577f-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-profils-de-cooperation-au-developpement_cb89577f-fr)

60 Une diminution de 5,2 % du PIB a été prévue pour 2020. Voir Banque mondiale (juin 2020). Perspectives économiques mondiales, p. 3. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.banquemondiale.org/fr/publication/global-economic-prospects> Une diminution de 5,2 % du PIB a été prévue pour 2020.

61 Oxfam (2020). *Spending, Accountability, and Recovery Measures Included in IMF COVID-19 Loans* (Dépenses, reddition de comptes et mesures de reprise incluses dans les prêts COVID-19 du FMI). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.oxfam.org/en/international-financial-institutions/imf-covid-19-financing-and-fiscal-tracker>

62 Gavi, the Vaccine Alliance. (2020). *5 Reasons Why Pandemics like COVID-19 are Becoming More Likely* (5 raisons pour lesquelles des pandémies telles que celle de la COVID-19 deviennent plus probables). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.gavi.org/vaccineswork/5-reasons-why-pandemics-like-covid-19-are-becoming-more-likely>

**63** Voir, par exemple : Oxfam (octobre 2014). *À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes*. (pages 36-39). Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet [https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file\\_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-summ-fr.pdf](https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-summ-fr.pdf)

**64** Calculs Oxfam. Voir : P. Espinoza Revollo (2020). *Celles qui comptent : Note méthodologique*. Oxfam. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>

**65** Le 6 octobre 2020, le patrimoine de Jeff Bezos s'élevait à 185,6 milliards de dollars, tandis que le budget total de l'aide internationale atteignait 152,8 milliards de dollars en 2019. Forbes (2020). *#1 Jeff Bezos*. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://www.forbes.com/profile/jeff-bezos/#70bc414b1b23> et OCDE (16 avril 2020). Aid by DAC members increases in 2019 with more aid to the poorest countries (La contribution des membres du Comité d'aide au développement a augmenté en 2019, avec davantage de fonds au profit des pays les plus pauvres). <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2019-detailed-summary.pdf>

**66** UNDESA. (2020). *World Social Report 2020*, op. cit.

**67** Voir Oxfam. (21 septembre 2020). *Combattre les inégalités des émissions de CO<sub>2</sub> - La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19*. Document d'informations médias Oxfam. Consulté le 19 octobre 2020 sur le site Internet <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621052/mb-confronting-carbon-inequality-210920-en.pdf>



## OXFAM

**Oxfam est une confédération internationale rassemblant 20 organisations au sein d'un réseau dans plus de 90 pays, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, afin de bâtir un avenir libéré de l'injustice que représente la pauvreté. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des agences ou visiter le site Internet [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org).**

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))

Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))

Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))

Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))

Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))

Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))

Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))

Oxfam RU ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))

Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam IBIS (Danemark) ([www.oxfamibis.dk](http://www.oxfamibis.dk))

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))

Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))

Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))

Oxfam Nouvelle Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))

Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))

Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))

KEDV ([www.kedv.org.tr/](http://www.kedv.org.tr/))

Équipe de publication : Anna Coryndon : [acoryndon@oxfam.org.uk](mailto:acoryndon@oxfam.org.uk), Helen Wishart : [hwishart1@oxfam.org.uk](mailto:hwishart1@oxfam.org.uk)  
& Helen Bunting : [hbunting1@oxfam.org.uk](mailto:hbunting1@oxfam.org.uk)